

Affaires courantes

d'Or en Abitibi qui déclarent que les films de violence à la télévision sont dangereux et, par conséquent, inadmissibles, parce qu'ils incitent à plus de violence.

On y mentionne que tous les jouets qui incitent à des jeux violents sont inacceptables et leur fabrication devrait être supprimée. Ces citoyens signalent que dans les reportages d'actes de violence, la liberté de presse devrait être limitée et que l'information sur les actes de violence trop souvent répétée à la télévision sur toutes les chaînes, de même qu'à la radio, peut inciter à d'autres actes de violence identiques.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement légifère sur les points ci-haut mentionnés pour enrayer la violence dans notre société afin de protéger davantage nos enfants et assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes une meilleure qualité de vie.

[Traduction]

LES EXPORTATIONS D'EAU

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de mes électeurs et d'habitants de Salmon Arm, en Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires qui signalent leur grande inquiétude au sujet de l'accord de libre-échange nord-américain qui risque, selon eux, de permettre la vente de l'eau de nos rivières et de nos lacs aux États-Unis et dans le nord du Mexique. Les pétitionnaires signalent que l'ALÉNA ne prévoit pas d'exemption pour l'eau, comme c'est le cas pour les grumes et le poisson non transformé de la côte est. Ils demandent que l'eau constitue une catégorie exemptée parce que nous ne devrions pas vendre l'eau du Canada aux États-Unis ou au Mexique.

LA PORNOGRAPHIE EXPLOITANT DES ENFANTS

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai ici trois pétitions qui portent toutes sur le même sujet, soit la pornographie exploitant des enfants.

Les pétitionnaires habitent les quatre coins de la Colombie-Britannique, mais je constate que certains sont de ma circonscription. Ils vivent à Port Moody, à Coquitlam et à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique. Ils réclament que quiconque vend des articles de pornographie impliquant des enfants soit passible d'une peine au sens de la loi.

Je suis heureux de déposer ce groupe de pétitions au nom de ces signataires.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, j'ai le plaisir aujourd'hui de déposer les réponses aux questions n^{os} 465 et 478.

[Texte]

Question n^o 465—**M. Dingwall:**

De 1985 jusqu'à maintenant, en ce qui concerne le ministère des Approvisionnements et Services, combien d'argent a été consacré à l'approvisionnement dans chaque province et territoire?

L'hon. Paul Dick (ministre des Approvisionnements et Services): Les statistiques qui figurent dans la présente ne couvrent pas tous les biens et les services qu'achète le gouvernement du Canada. Approvisionnements et Services Canada veille à l'acquisition de seulement 55 p. 100 des biens et des services achetés par le gouvernement fédéral.

En outre, ASC n'attribue pas de contrats ni ne produit de statistiques connexes en fonction des circonscriptions électorales ou d'autres limites. Pour produire la liste ci-jointe, établie selon les circonscriptions, ASC a procédé au tri de ses données sur les achats en se servant du code postal.

Les statistiques ne sont pas nécessairement révélatrices de l'origine des biens et des services achetés. La plupart du temps, on inscrit sur les listes le nom de la région où l'entrepreneur est situé. Ce point d'approvisionnement ne tient pas compte des contrats de sous-traitance qui pourraient avoir été attribués ou d'autres services ayant été fournis ailleurs. Par exemple, les achats de carburant faits auprès de la société Esso, qui sont inclus dans la facture globale de 249 678 000 \$, représentent le carburant que le gouvernement achète de la société Pétroles Esso Canada par l'entremise de son bureau de Nepean (Ontario), mais le carburant n'est pas raffiné à Nepean pas plus d'ailleurs que le pétrole ne provient de l'Ontario. Nepean n'est qu'un point de facturation.

Enfin, bon nombre de contrats sont pluriannuels et la valeur qu'ils représentent est comptabilisée uniquement l'année ou ils sont attribués, comme les grands projets de l'État (par exemple, les gros contrats de construction navale).